

ADI Predictstreet : de la publicité illégale du Mondial 2026



Antoine DUGAST

Publié le 15 juillet 2026 . Lecture estimée : 5 min



Sur les panneaux LED du Mondial 2026, le logo ADI Predictstreet s'affiche en pleine retransmission française. La plateforme de marchés prédictifs relève pourtant du jeu d'argent illégal en France. L'Allemagne a déjà ouvert une enquête. La France, sollicitée, n'a pas répondu.

Pendant France-Espagne, retransmis par beIN Sports et M6 et vu par plus de 15 millions de français, les panneaux du stade affichaient le logo ADI Predictstreet. Cette plateforme de marchés prédictifs est adossée à la famille régnante d'Abou Dhabi. Elle est partenaire officiel de la Coupe du monde 2026 depuis le 2 avril 2026, dans une catégorie de sponsoring créée par la FIFA pour l'occasion. Elle apparaît sur les panneaux bord de terrain, les écrans stade et les conférences de presse tout au long du tournoi.



Publicité ADI Predictstreet - Kalshi pendant France - Espagne

ADI Predictstreet, un marché prédictif illégal en France

La France propose un modèle de prohibition sauf exception par l'article L. 320-1. L'ANJ applique ce principe aux marchés prédictifs. Elle avait déjà visé Polymarket en novembre 2024, puis généralisé sa position le 24 février 2026 en qualifiant ces plateformes de sites illégaux. Elle rappelle que Polymarket et Kalshi ont mis en place, à sa demande, un géoblocage



empêchant les prises de jeu depuis le territoire. ADI Predictstreet relève du même régime. La diffusion de sa publicité devrait par conséquent être interdite.

L'enquête ouverte par le régulateur allemand

L'Allemagne a franchi le pas la première. La [GGL](#), régulateur allemand, a ouvert une enquête formelle sur la publicité d'ADI Predictstreet pendant le Mondial. L'information a été rapportée le 22 juin 2026 par [iGaming Business](#), citant le quotidien allemand RND. Le régulateur examine deux points. D'abord si l'affichage sur les panneaux LED, visible en diffusion, viole le droit publicitaire allemand. Ensuite si des résidents allemands pouvaient accéder à la plateforme. Après l'intervention de la GGL, ADI Predictstreet a bloqué l'accès depuis l'Allemagne. Les visiteurs y voient désormais un message de blocage géographique.

Le diffuseur pourrait se défaire. Interrogé par le quotidien RND, Thomas Hagedorn, porte-parole de la chaîne publique ZDF, a écarté toute responsabilité. Le réseau n'a aucune influence sur la publicité bord de terrain, dont les images proviennent du diffuseur hôte. beIN Sports pourrait avancer le même argument. Le signal international est produit par la FIFA et ses prestataires, pas par le diffuseur national. L'ANJ, sollicitée par la rédaction des Enjeux sur ce point, a précisé que ce sujet sera évoqué dans un premier bilan post-coupe du monde.

Pour autant, la solution technique est facile à mettre en place, les publicités pour l'alcool étant depuis longtemps remplacées numériquement par d'autres annonceurs. Mais cet effort consenti par le diffuseur est contraint légalement par la loi Evin, [ce qui a été rejeté par le nouveau président de l'ANJ](#), Pascal Chevrement, pour ce qui est des jeux d'argent.

Un partenaire au profil incertain, allié à Kalshi

La solidité du partenaire nourrit le dossier. ADI Predictstreet a obtenu sa licence d'intermédiaire de paris à Gibraltar le 26 mars 2026, une semaine avant l'annonce FIFA. La procédure a été accélérée. Le magazine d'investigation norvégien [Josimar](#) a consacré une série d'enquêtes à ses dirigeants. Ajay Bhatia est le membre du conseil qui a signé le partenariat avec Gianni Infantino. Il a réglé une amende à six chiffres pour clore des accusations de délit d'initié en Inde. L'information vient de Josimar et d'ABC News. Il conteste tout manquement.



Alliance ADI Predictstreet - Kalshi

Deux autres profils ont retenu l'attention. Le PDG Dimitrios Psarrakis a été l'assistant de l'eurodéputée Eva Kaili jusqu'en 2021. Kaili a ensuite été arrêtée dans le scandale du Qatargate. Psarrakis nie toute implication, et ADI Predictstreet le défend. Le responsable de la lutte anti-blanchiment, Colin Piri, a accepté en 2018 une interdiction d'activité de deux ans. Elle a été prononcée par le régulateur financier de Gibraltar, pour des défaillances chez son employeur d'alors.

Faute de traction, ADI Predictstreet a signé le 26 juin 2026 un partenariat de co-branding avec [Kalshi](#). Cet opérateur est lui-même banni dans plusieurs marchés européens. La marque Kalshi apparaît désormais sur les panneaux stade aux côtés d'ADI, à mesure que le tournoi entre en phase à élimination directe. Deux plateformes illégales en France partagent ainsi la visibilité offerte par la plus grande compétition sportive de l'année.

En janvier 2026, une chronique de France Info avait offert plusieurs minutes d'exposition à Polymarket sur une antenne publique. La plateforme est pourtant interdite, ce que la rédaction des Enjeux [avait alors relevé](#). La visibilité stade franchit un cran supplémentaire, celui d'une exposition payée et contractualisée pour un événement suivi par des millions de téléspectateurs français, sans réaction visible du régulateur.